

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Consultation n° 2025- PAM-03

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Objet du marché :

**MAINTENANCE CLIMATISATION VENTILATION CHAUFFAGE
EAU CHAUDE SANITAIRE**

URSSAF d'Aquitaine

MAPA

Le Présent marché est soumis à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

Le présent CCAP a pour objet d'apporter des précisions, des compléments ou des dérogations au CCAG FCS ; les clauses du présent CCAP sont applicables de manière prioritaire.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FCS, le présent CCAP ne contient pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

Table des matières

ARTICLE 1 - PARTIES CONTRACTANTES	3
ARTICLE 2 - ELECTION DE DOMICILE	3
ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	3
3.1 Objet du marché	3
3.2 Sous-traitance.....	3
3.5 Groupement.....	3
3.5 Allotissement	4
ARTICLE 4- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	4
ARTICLE 5 - VARIANTES.....	4
ARTICLE 6 - CONFIDENTIALITE-PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES- MESURES DE SECURITE.....	4
ARTICLE 7 - MONTANT DU MARCHE.....	6
ARTICLE 8 - MODALITES DE PAIEMENT	9
ARTICLE 9 - VERIFICATION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE- 10 PENALITES	11
ARTICLE 11 - SPECIFICATIONS TECHNIQUES, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	12
ARTICLE 12 - ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE	12
ARTICLE 13 - RESILIATION.....	12
ARTICLE 14 - EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	12
ARTICLE 15 - LITIGES	12
ARTICLE 16 - NANTISSEMENT/CESSION DE CREANCES	12
ARTICLE 17 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	12

ARTICLE 1 - PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- D'une part :

L'Urssaf d'Aquitaine, 3 rue Théodore Blanc - 33520 Bruges, représentée par Monsieur Henri LOURDE-ROCHEBLAVE, Directeur régional, désignée dans le présent CCP par l'expression « l'organisme » ou « l'Urssaf » ;

- D'autre part :

Pour chacun des lots, le prestataire de service, dont l'acte d'engagement aura été accepté par l'organisme, désigné dans le présent CCP par l'expression « le titulaire » ou, le cas échéant, « le titulaire du lot 1 » ou « le titulaire du lot 2 » ou « le titulaire du lot 3 », etc

ARTICLE 2 - ELECTION DE DOMICILE

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant à l'article 2 de l'acte d'engagement.

En cas de modification de domicile élu, le titulaire en avertit l'organisme par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

3.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la prestation de services de maintenance des équipements de chauffage, ventilation, climatisation, plomberie et production d'eau chaude sanitaire des sites de l'Urssaf Aquitaine.

Les candidats ne peuvent pas présenter d'offres variables.

Par le seul fait d'avoir soumissionné, le titulaire reconnaît avoir procédé à un examen complet et détaillé des documents et s'être pleinement rendu compte des contraintes et obligations dans lesquelles doivent s'effectuer les services, objets du marché.

Le titulaire s'engage à se conformer aux conditions fixées dans le marché.

Il ne pourra élever aucune réclamation ou prétendre à quelconque indemnité du fait de l'exécution du marché.

3.2 Sous-traitance

Les éléments de mission peuvent être sous-traités, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions des articles L 2193-4 et suivants du code de la commande publique et R 2193-1 et suivants du code de la commande publique. A cet effet, le titulaire doit formuler sa demande en complétant le document « acte spécial de sous-traitance » joint au présent dossier de consultation.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, le marché sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché vis-à-vis de l'organisme.

La sous-traitance de la totalité des missions n'est pas autorisée.

3.5 Groupement

Pour chaque lot, le candidat peut se présenter seul ou sous forme de groupement solidaire ou conjoint.

Pour chaque lot, la composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la remise des candidatures et la signature du marché.

L'entreprise mandataire d'un groupement ne peut représenter, en cette qualité, plus d'un groupement pour un même marché.

Il est interdit au candidat de présenter pour un même marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Il est également interdit au candidat de se présenter pour un même marché en qualité de membre de plusieurs groupements.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement au regard des renseignements demandés dans le présent avis, se fera de manière globale. Le groupement peut donc présenter les garanties financières, techniques et professionnelles de chacun de ses membres, ou de certains de ses membres.

Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, un ou plusieurs sous-traitants.

3.5 Allotissement

La consultation comprend 6 lots distincts.

ARTICLE 4- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le présent marché est soumis au Code de la commande publique et au CCAG des FCS.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes ; elles prévalent les unes par rapport aux autres en fonction de l'ordre dans lequel elles sont énumérées et en cas de contradiction entre elles :

Pièce n° 1 : l'acte d'engagement du marché, ainsi que ses annexes, en particulier les annexes financières.

Pièce n° 2 : le cahier des clauses techniques particulières, ainsi que ses annexes.

Pièce n° 3 : le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Pièce n° 4 : le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations objet du marché

Pièce n° 5 : l'offre technique du titulaire (constituée du cadre de réponse technique et de ses éventuelles annexes).

Pièce n° 6 : les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

Pièce n° 7 : l'annexe des clauses Sécurité et données personnelles

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement du prix m0.

ARTICLE 5 - VARIANTES

Les variantes techniques par rapport à l'objet de la consultation ne sont pas autorisées.

ARTICLE 6 - CONFIDENTIALITE-PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES-MESURES DE SECURITE

6-1 Obligation de confidentialité

Secret professionnel

Le titulaire, ainsi que l'ensemble de son personnel (sous-traitants compris), sera tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les données, faits, informations, études et décisions dont il pourrait avoir connaissance durant l'exécution de ses prestations.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à se conformer aux dispositions de la législation et réglementation en vigueur sur la protection des données à caractère personnel, à savoir la loi no78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le règlement européen no20156/679, dit règlement général sur la protection des données (RGPD).

Données confidentielles communiquées au titulaire

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'organisme ou la personne affectée peut prétendre.

En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation de plein droit et sans indemnité du présent marché.

6-2 Protection de l'environnement – Sécurité et santé

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Le titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail tant générales que particulières.

A ce titre, le personnel est tenu de respecter le règlement intérieur de l'organisme.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance, avant tout commencement d'exécution du marché du règlement intérieur régissant le fonctionnement des bâtiments désignés dans le marché et des consignes de sécurité qui leur sont applicables.

Le titulaire établira et transmettra au pouvoir adjudicateur dans un délai de **8 jours à compter de la notification un plan particulier de sécurité et de protection** de la santé des travailleurs comportant notamment:

- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au site,
- les effectifs prévisionnels affectés,

6-3 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Le titulaire fournira sur simple demande du pouvoir adjudicateur toutes autres déclarations et tous certificats attestant de l'emploi de main d'œuvre dans des conditions régulières.

Faute de satisfaire à ces obligations, le titulaire s'expose à la résiliation par sa faute du marché selon les modalités prévues par le CCAG.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de ces obligations.

6-4 Assurances

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG, le titulaire remet une **attestation d'assurance pour les risques professionnels** (responsabilité civile et dommages en cours de travaux) indiquant **l'étendue de sa garantie et une attestation de la garantie décennale** dès le dépôt de sa candidature.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Urssaf.

Les attestations d'assurance doivent être accompagnées d'une déclaration de la compagnie d'assurance précisant qu'elle dispose d'une expédition certifiée du présent marché. Cette déclaration doit préciser la nature, le montant, la durée de garantie et les franchises.

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment demander au titulaire de justifier de ses paiements de primes d'assurance.

En cas de défaut d'assurance, ou d'insuffisance ou d'inadéquation de l'assurance, le marché peut être résilié de plein droit et sans indemnité.

ARTICLE 7 - MONTANT DU MARCHÉ

7-1 Contenu et forme des prix

Le présent marché est rémunéré par application de prix forfaitaires ET unitaires fermes et définitifs la première année d'exécution.

Les prix du marché **couvrent toutes les dépenses** nécessitées par l'exécution des prestations notamment ils comprennent tous les services, contrôles, abonnements et produits nécessaires à la bonne exécution des services, toutes les dépenses de main d'œuvre, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses **de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter**. Le taux de TVA applicable est le taux en vigueur à la date du fait générateur.

En tant que professionnel averti, l'entreprise ne pourra en tout état de cause se prévaloir d'une sous-évaluation des quantités dès lors que cette sous-évaluation révèle une faute de sa part.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'offre, l'entrepreneur, dans le cadre de son obligation de conseil professionnel, prend soin de signaler, si nécessaire, par écrit au maître d'ouvrage toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévue. Dans ce cas, il doit alors remettre une note de synthèse circonstanciée accompagnant son offre, ainsi que les notes de calculs permettant d'étayer son raisonnement ou tout autre document lui permettant de démontrer ses assertions.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer, après notification du marché, des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du cahier des charges ou des plans pour justifier une demande de supplément.

Prix forfaitaire de la maintenance préventive :

Les interventions de maintenance préventive sont traitées à prix forfaitaire. Les prix annuels forfaitaires sont indiqués dans le DPGF.

Prix unitaires de prestations d'interventions correctives à bons de commande :

Pour les prestations hors forfait, le titulaire propose un devis qui inclut le prix des pièces et fournitures de rechange. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit **d'exiger un justificatif du prix d'achat auprès du fournisseur direct (copie du devis ou de la facture).**

L'Urssaf Aquitaine se réserve le droit, en cas d'urgence ou dans le cas où le devis serait supérieur à 2 000 € HT, de mettre en concurrence d'autres entreprises.

Concernant la main d'œuvre, une estimation du nombre d'heures nécessaire est **précisée dans le devis**, à laquelle seront appliqués les prix unitaires figurant dans le bordereau des prix (partie corrective) ainsi que le forfait de déplacement.

Dans le cas où le nombre d'heures de main d'œuvre réellement effectué s'avère inférieur au nombre d'heures prévu dans le bon de commande, le montant est ajusté à la baisse au moment de la facturation.

Si au contraire le nombre d'heures de main d'œuvre prévu dans le devis s'avère insuffisant, le titulaire propose un devis complémentaire à l'Urssaf Aquitaine, qui se réserve le droit de l'accepter ou de le refuser.

Les prix unitaires prévus à l'annexe financière à l'acte d'engagement sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois précédent la remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro".

7-2 Réexamen et modifications - Révision des prix-

Les parties, pleinement informées des droits que leur octroie l'article 1195 du Code civil, acceptent le risque lié à un changement du contexte dans lequel s'inscrit le présent contrat, et renoncent à l'entièreté des droits découlant dudit article. Il sera fait application de la clause de réexamen ou des dispositifs prévues par le code de la commande publique.

Révision des prix :

Par dérogation à l'article 10.11 du CCAG-FCS, les prix peuvent faire l'objet d'une révision à la date anniversaire du marché. La date anniversaire correspond à la date de démarrage du marché .

Le titulaire adresse la demande par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante dans un délai de quinze jours maximum à compter de la date de publication de l'indice:

Urssaf HD

A l'attention du service Achats et Marchés

TSA 99999

33902 Bordeaux Cedex 9

Et une copie du courrier à l'adresse mail suivante : ordonnancement.aquitaine@urssaf.fr

La demande de révision indique le calcul des prix révisés en appliquant le coefficient de révision ci-dessous au prix de leur offre initiale.

Le silence du pouvoir adjudicateur dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la réception du courrier vaut acceptation.

En cas de refus, le pouvoir adjudicateur fait une proposition au titulaire dans les meilleurs délais.

La demande de révision des prix ne respectant pas le formalisme requis sera rejetée.

Le coefficient de révision « CoefRev » est calculé par application de la formule suivante :

$$\text{CoefRev} = 0.2 + [0.80 \times (\text{Indice N} / \text{Indice 0})]$$

Les valeurs retenues sont celles publiées pour l'indice suivant , établies par l'INSEE : ICHTrev-TS(0015665183) <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

Les termes de la formule sont les suivants :

Indice N : Valeur du dernier indice ICHTrev-TS(0015665183) publié à la date anniversaire

Indice 0 : Valeur du dernier indice ICHTrev-TS(0015665183) publié à la date limite de remise des offres prévue dans le règlement de consultation

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième (= à la troisième décimale) :

- Si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses) , la troisième décimale est inchangée
- Si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmenté d'une unité (arrondi par excès)

Les prix révisés entrent en vigueur à la date anniversaire.

Clause butoir, clause de sauvegarde :

Chaque prix du marché ne peut évoluer, au cours d'une même année, calée sur la date anniversaire du marché, que de 3 % maximum par rapport à l'année précédente et de 5 % maximum sur 3 années consécutives.

Les prestations soumises à homologation tarifaire ne sont pas assujetties à cette clause.

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation égale ou supérieure à 3 % à l'année précédente, le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

Une éventuelle modification de la clause de variation de prix peut être envisagée et acté par avenant en cas de survenance de certains événements qui pourraient altérer, en cours d'exécution, son équilibre financier.

Pour cela, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de cette demande deux mois avant la date anniversaire et communiquer un rapport détaillé sur les éléments justifiant sa demande :

- en indiquant les circonstances qui ne pouvaient être prévues dans leur nature ou dans leur ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché et leurs conséquences financières.
- en démontrant le caractère d'imprévisibilité, d'extériorité et de bouleversement temporaire de l'économie du contrat avec la communication de tous les justificatifs
- en communiquant les éléments chiffrés détaillés et toutes les pièces justificatives

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la signature du marché ; toutefois, tout changement dans le taux de TVA qui affecterait le présent marché fera l'objet d'un avenant actant des conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

Prestations supplémentaires :

Des prestations supplémentaires pourront éventuellement rajouter au marché sous réserve que :

- que ces prestations soient devenues nécessaires et n'étaient pas prévues initialement dans le marché initial ;
- que le changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial
- que le changement de titulaire présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur public (et non un simple surenchérissement) (condition non écrite mais qui découle de la précédente) ;
- que le montant de la modification ne soit pas supérieur à 50 % du montant du marché initial

Modification de faible montant :

En application de l'article R 2194-8 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens, pour les marchés de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 du code de la commande publique sont remplies.

Les dispositions de l'article R. 2194-4 de code de la commande publique sont applicables au cas de modification prévue au présent article.

7-3 Avance

Une avance au taux minimum est versée en application du code de la commande publique, uniquement si les conditions prévues à l'article R 2191-3 du code de la commande publique sont réunies. En dehors de ces cas, le titulaire n'a droit à aucune avance.

ARTICLE 8 - MODALITES DE PAIEMENT

Les demandes de paiement sont transmises par voie électronique, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures présenteront les mentions suivantes :

- les références du marché
- l'intitulé précis des prestations réalisées
- nom du titulaire
- le montant hors taxes
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total toutes taxes comprises
- la date de la facture

La facturation sera trimestrielle, à terme échu.

Les éventuelles pénalités prévues par le marché seront déduites du montant de la facture.

Le paiement interviendra dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement, après admission des prestations et attestation du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

Les points de départ des délais sont les suivants:

- pour les prestations forfaitaires : les prestations commencent à courir à compter du 01/01/2026.

- pour les prestations à bons de commande :

Le délai d'exécution est fixé à la notification du bon de commande . Les délais commencent à courir à compter **de la date de notification des bons de commande ou de la date d'effet portée sur ces bons** si cette date est postérieure à la date de notification ou de la date précisée dans l'ordre de service.

Il ne pourra en aucun , sauf cas de force majeure au sens des dispositions du CCAG travaux, être supérieur à UNE DUREE DE DEUX MOIS.

La notification des bons de commande s'effectue par mail.

Le paiement est effectué en euros au compte ouvert au nom du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement.

En cas de groupement, quelle que soit sa forme, le mandataire est seul habilité à présenter à l'organisme la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, les membres du groupement doivent indiquer au niveau du cadre de réponse financier (annexe financière à l'acte d'engagement), la répartition détaillée des prestations que chacun d'entre eux s'engage à exécuter (article R. 2142-20 du Code de la commande publique). En cas de groupement conjoint, la demande de paiement doit être présentée par le mandataire et être décomposée en autant de parties qu'il y a de membres de groupement à payer séparément.

La facturation électronique est régie par les articles D. 2192-1 à D. 2192-3 du code de la commande publique, et ses modalités techniques sont définies par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La Hotline de Chorus est joignable au n° 04.77.78.39.57 et est ouverte du lundi au vendredi de 9h à 19h (hors jours fériés) ou sur le site de chorus pro sus-visé.

D'une manière générale, tout courrier doit être adressé par le titulaire à l'organisme concerné, de préférence de manière dématérialisée, à l'adresse électronique communiquée par l'organisme au titulaire à cet effet.

A défaut, les courriers papier sont envoyés à l'organisme à l'adresse suivante :

Pour l'Urssaf d'Aquitaine :

URSSAF HD
TSA 99999
A l'attention du service Trésorerie Gestion Financière
33902 BORDEAUX Cedex 9

Le comptable assignataire chargé du paiement est le Directeur Comptable et Financier de l'URSSAF AQUITAINE.

ARTICLE 9 - VERIFICATION DES PRESTATIONS

Le titulaire est soumis à **une obligation générale de résultat**. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. **Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.**

Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques.

A l'issue de l'exécution **de chaque bon de commande** et **de chaque maintenance préventive et corrective**, **des opérations de vérification sont réalisées afin de constater que les prestations effectuées** répondent aux stipulations du marché et, le cas échéant, aux spécifications énoncées dans l'offre technique du titulaire.

A la suite des vérifications conduites en présence du responsable de site ou son représentant, les décisions d'admission, ou de réfaction sont prises par l'acheteur.

Par dérogation aux articles 29 et 30 du CCAG FCS, **la décision d'admission est constituée à la date de notification au titulaire de la décision d'admission** .

Conformément aux dispositions du CCP, en cas de mauvaise exécution, les prestations donneront lieu à l'application de réfections sur les prix correspondants. La « réfaction » est la décision prise par la personne publique de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

ARTICLE- 10 PENALITES

Tout manquement aux obligations prévue par le présent marché donnera lieu à l'application des pénalités suivantes, sans mise en demeure préalable :

- non mise en œuvre de la maintenance préventive : 80 € par constat et par jour de retard
- non mise en œuvre du réglage de l'installation : 50 € par constat et par jour de retard
- non -respect des règles définies dans le CCT pour les modalités d'intervention : 30 € par constat
- non-mise en œuvre des maintenances correctives, ou non-respect des conditions de mise en œuvre : 30 € par constat et par jour de retard
- non-mise en œuvre des travaux prévus par devis validé dans les délais fixés : 150 € par constat et par jour de retard
- indisponibilité du matériel : 80 € par constat
- non-respect du délai d'intervention : 30 € par constat et par ¼ d'heure de retard
- changement de l'interlocuteur unique sans communication préalable : 100 € par constat
- non remise du rapport d'intervention ou du PV d'intervention au format contractuel : 30 € par constat et par jour de retard
- non-respect des règles de remise du rapport annuel – format délai-: 50 € par constat et par jour de retard
- remise de rapport annuel incomplet: 30 € par constat et par jour de retard
- non remise de documents prévus au marché : 30 € par constat et par jour de retard
- non-respect des règles relatives au livret de chaufferie : 50 € par constat et par jour de retard
- non-respect de l'affichage des notices de fonctionnement : 30€ par constat et par jour de retard
- non-mise à jour des notices de fonctionnement : 30 € par constat et par jour de retard
- non remise du plan : 50 € par constat et par jour de retard
- non remise du certificat d'étanchéité : 50 € par constat et par jour de retard
- non-respect de l'obligation de proposition de remplacement de pièces détachées n'existant plus : 30 € par constat et par jour de retard
- non-respect de l'obligation d'information technique et réglementaire : 50 € par jour de retard par constat
- non-participation aux réunions ou retard de plus 15 minutes : 80 € par constat
- dépôt de matériels, matériaux, en dehors des zones prescrites : par constat et par jour franc 50 €.
- retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des prestations et à la coordination sécurité/santé, , PPSPS, : par document et par jour franc : 80 €.
- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation du chantier : par infraction constatée et par jour franc : 100 €.
- non-respect des engagements environnementaux définis dans l'offre : 30 € par constat
- non-respect des délais liés aux engagements environnementaux définis dans l'offre : 30 € par constat et par jour de retard
- non-remise en état suite à constat d'état anormal d'entretien et de fonctionnement en fin de contrat dans le délai fixé : 100 € par constat et par jour de retard.

Dans le cas où le prestataire serait empêché d'intervenir dans le cadre de son délai contractuel, il doit le faire connaître à l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur dans les 8 heures afin que ceux-ci puissent prendre toutes dispositions utiles.

Dès notification de son marché, l'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous ou de se faire représenter par une personne compétente, capable de prendre des décisions et d'engager l'entreprise.

Sous-traitance occulte :

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur ou des personnes mandatées par lui, seraient amenées à constater la présence sur site d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au maître de l'ouvrage ou non agréée par lui), l'entreprise titulaire du marché se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 1500 € pour chaque infraction constatée ceci nonobstant des mesures coercitives prévues par le CCAG

Déclaration tardive d'un sous-traitant :

En cas de déclaration tardive des sous-traitants, l'entreprise titulaire du marché se verra appliquer une pénalité de 150 € par constat et jour calendaire.

Par dérogation au CCAG FCS, il n'est fait aucune exonération de pénalités, les pénalités sont exigibles dès le premier euro.

Ces pénalités seront déduites des sommes dues au titulaire au titre des paiements et notifiées au titulaire par courrier simple ou par courriel.

ARTICLE 11 - SPECIFICATIONS TECHNIQUES, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le titulaire doit respecter les prestations dont les spécifications techniques ont été précisées et sur lesquelles il s'est engagé ainsi que les prestations équivalentes à ces spécifications techniques sur lesquelles il s'est également engagé.

ARTICLE 12 - ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE

En cas de difficultés ou de dysfonctionnements, l'Urssaf pourra retenir les frais de nettoyage engendrés.

ARTICLE 13 - RESILIATION

Les modalités de résiliation du présent marché sont celles prévues aux articles du CCAG.

ARTICLE 14 - EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation, qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard, ou en cas de résiliation aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 15 - LITIGES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le jugement des contestations relève de la compétence du Tribunal Judiciaire de Bordeaux duquel relève le siège social de l'organisme.

ARTICLE 16 - NANTISSEMENT/CESSION DE CREANCES.

L'acheteur remet au titulaire, à sa demande, soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par lui indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché public, soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie. Dans le cas d'un marché public exécuté par un groupement conjoint, il est délivré à chaque entreprise un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité limité au montant des prestations qui lui sont confiées. Dans le cas d'un marché public exécuté par un groupement solidaire, il est délivré un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité au nom du groupement, dès lors que les prestations réalisées par les entreprises ne sont pas individualisées. Si les prestations sont individualisées, un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité correspondant à la prestation qu'elle exécute est délivré à chaque entreprise.

Le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance au titre d'un marché public notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au comptable public assignataire. Ce bénéficiaire encaisse seul, à compter de cette notification ou signification au comptable, le montant de la créance ou de la part de créance qui lui a été cédée ou donnée en nantissement.

En cas de sous-traitance prévue dès la passation du marché public, le titulaire indique dans son offre la nature et le montant des prestations qu'il envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct. Ce montant est déduit du montant du marché public pour déterminer le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement.

ARTICLE 17 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le Présent marché est soumis à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

Le présent CCAP a pour objet d'apporter des précisions, des compléments ou des dérogations au CCAG FCS ; les clauses du présent CCAP sont applicables de manière prioritaire.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FCS, le présent CCAP ne contient pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.
